



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

### MARCHE DE SERVICES

#### Consultation n° TRAHEND2601

Marché à procédure adaptée au sens de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique

**Accord-cadre d'exploitation et de maintenance, assorti d'une clause d'astreinte, des installations de Chauffage, d'Eau Chaude Sanitaire, de Ventilation, de Climatisation et de Désenfumage mécanique et de compartimentage pour l'HOPITAL MARIN DE HENDAYE - AP-HP**

## Table des matières

Table des matières .....	2
ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC .....	4
1-1 – Dénomination de l’acheteur public .....	4
1-2 – Type d’acheteur .....	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ .....	4
2-1 - Qualifications et formalités du marché.....	4
2-2 - Qualifications et formalités du marché.....	4
2-3 – Type de marché.....	5
2.4 – Durée de l’accord-cadre .....	5
2.5 – Variantes.....	5
2.6 – P.S.E. ....	5
2-7 - Définition de la prestation.....	6
2-7-1 - Fournitures, pièces de rechange et outillage.....	6
ARTICLE 3 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE .....	7
3-1 - Co-traitance.....	7
3-2 - Sous-traitance .....	7
3.2.1. - Déclaration de sous-traitance au moment de l’offre (article R.2193-1 du code de la commande publique).....	7
3.2.2. - Déclaration de sous-traitance après la notification du marché (article R.2193-3 du code de la commande publique) .....	8
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	9
4.1 - Pièces particulières .....	9
4.2 - Pièces générales.....	9
ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ - GARANTIE.....	10
5-1 - Modifications du marché.....	10
5.1.1 - Clause de réexamen.....	10
5.1.2 - Modifications de la structure du Titulaire.....	12
ARTICLE 6 – GENERALITES.....	13
6.1 - Obligations du Titulaire .....	13
6.1.1 - Prescriptions en matière d’hygiène et de sécurité .....	13
6.1.2 - Exécution des prestations.....	13
6.1.3 - Au titre de ses responsabilités civiles et assurances .....	14
6.1.4 - Au titre de ses prestations.....	15
6.1.5 - Obligation de résultat.....	15
6.1.6 – Obligation d’information .....	16
6.1.7 - Respect de la réglementation du travail .....	16
6.1.8 - Pérennité du personnel .....	16
6.1.9 – Accès à l’établissement - Identification.....	17
6.1.10 – Prise en charge du matériel – Devoir de conseil – Remise du matériel en fin de marché.....	17
6.1.11 - Certificats .....	17
6.1.12 - Forme des notifications et informations.....	18
6.1.13- Secret professionnel .....	18
6.1.14 - Grèves.....	18
ARTICLE 7 – PRIX ET MODE D’ÉVALUATION DES PRESTATIONS .....	19
7-1 – Caractère et contenu des prix.....	19
7.1.1 - Prestations forfaitaires .....	19
7.1.2 - Prestations hors forfait.....	20
7.2 – Variation des prix .....	21
7.3 – Régime des prix .....	21
7.4 – Révision des Prix.....	21
7.4.1 – Formule de révision des prix.....	21
7.5 – Demande du Titulaire de la révision du prix .....	21
7.6 – Retenue de garantie.....	22
7.7 – Avance .....	22
7.8 – Nantissement .....	22
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	23

8.1 – Modalités de délivrance des bons de commande.....	23
8.1.1 - Validité d'un bon de commande (« prestations à prix unitaires).....	23
8.1.2 -Modification d'un bon de commande (« prestations à prix unitaires).....	23
8.1.3 - Annulation d'un bon de commande (« prestations à prix unitaires).....	23
8.2. Facturation.....	23
8.2.1 – Généralités.....	23
8.2.2. – Facturation prestations forfaitaires.....	24
8.2.3. – Facturation prestations hors forfait.....	24
8.2.4. – Modalités de facturation.....	24
ARTICLE 9 – BONS DE COMMANDES - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	26
9-1 – Commandes.....	26
9-2 – Contrôles.....	26
9-3 - Opération de vérification.....	26
9-4 - Décision après la vérification.....	26
9-4.1 – Admission.....	27
9-5 – Garantie du matériel fourni par le Titulaire.....	27
Article 10 – DELAI ET PENALITES.....	28
10-1 – Délais contractuels de durée des interventions.....	28
10.1.1 – Généralités.....	28
10.1.2 - Dépannage.....	28
10.1.2.1 - Délai d'intervention de dépannage.....	28
10.1.3 - Délai de réparation.....	29
10.1.4 – Astreinte.....	29
10.1.4.1 - Définition du délai d'astreinte.....	29
10.2- Pénalités et retenues.....	29
Article 11 – RESILIATION.....	33
11.1 - Causes majeures.....	33
11.2 - Résiliation du marché par l'HOPITAL MARIN sans faute du Titulaire.....	33
11.3 - Résiliation du marché à la demande du Titulaire.....	33
ARTICLE 12 - LITIGES.....	33
ARTICLE 13 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	34

## ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC

### 1-1 – Dénomination de l'acheteur public

ACHETEUR	ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS HOPITAL MARIN DE HENDAYE – AP-HP
POUVOIR ADJUDICATEUR	Madame Delphine BART, Directrice, Représentante du Pouvoir Adjudicateur par Délégation du Directeur Général de l'AP-HP
ADRESSE	Route de la corniche – BP 40139
CODE POSTAL – LOCALITE	64701 HENDAYE Cedex
COURRIEL CELLULE MARCHE	hnd-cellule-des-marches@aphp.fr
ADRESSE PROFIL D'ACHETEUR	<a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>
RESPONSABLES DU MARCHE	
M. Franck DUPONT	Responsable du Suivi des Opérations Travaux, des Services Techniques et des Sécurités. Courriel : <a href="mailto:franck.dupont2@aphp.fr">franck.dupont2@aphp.fr</a>
M. Bertrand BOCHE	Responsable maintenance TCE, sécurité incendie, sûreté, anti-malveillance et gestion des flux Courriel : <a href="mailto:bertrand.boche@aphp.fr">bertrand.boche@aphp.fr</a>

### 1-2 – Type d'acheteur

Etablissement public de santé

## ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE

### 2-1 - Qualifications et formalités du marché

Le présent marché a pour objet d'assurer le fonctionnement, l'exploitation et la maintenance, assorti d'une clause d'astreinte, des installations de Chauffage, d'Eau Chaude Sanitaire, Ventilation, Climatisation, de Désenfumage mécanique et de compartimentage pour l'établissement de l'HOPITAL MARIN DE HENDAYE.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et à son annexe n° 3. Les équipements sont détaillés en annexe n° 1 (n° 1-A à n° 1-G) du C.C.T.P. L'annexe n° 2 du C.C.T.P. concerne la situation des locaux.

Le marché comprend une partie forfaitaire (DPGF) et une partie à bons de commande (BPU).

### 2-2 - Qualifications et formalités du marché

La procédure de consultation mise en œuvre est la procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1-1° du code de la commande publique.

Les prestations donneront lieu à l'établissement d'un accord cadre mono attributaire, comportant des prestations traitées à prix : Mixte, avec une part à prix forfaitaire et une part à prix unitaires traitées à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 2° et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	4/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

Le montant est sans montant minimum avec un montant maximum.

Le montant maximum du marché est fixé en prenant en compte le montant des prestations forfaitaires du marché sur la durée maximale du marché soit trois (3) ans, augmenté des prestations non comprises dans le forfait sur cette même durée maximale de trois (3) ans.

Pour la partie des prestations conclues à prix unitaires (BPU), le montant maximum que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur est susceptible d'engager pour toute la durée du marché public est le suivant :

Montant minimum en € HT	Montant maximum sur 3 ans en € HT
Sans objet	30 000,00€ HT

**Nota** : L'accord cadre sera conclu sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu à un engagement ferme sur le montant maximum défini ci-dessus. Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et dans les conditions définies au présent document. Le Titulaire reconnaît que le volume des prestations à réaliser (hors prestations forfaitaires) pourra varier et, qu'aucune garantie n'est donnée quant au montant total des commandes qui seront passées durant la durée du marché.

## 2-3 – Type de marché

**Ce marché est un marché de services avec obligation de résultat.**

## 2.4 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une **première période d'un (1) an à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026** (ou à partir de sa date de notification si celle-ci est postérieure).

Il pourra être reconduit par tacite reconduction, deux (2) fois pour une durée d'une (1) année, conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique. Le Titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, l'Hôpital Marin se prononcera au moins six (6) mois avant la fin de la période. En cas de non-reconduction, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La durée totale du marché ne peut excéder **trois (3) ans**.

## 2.5 – Variantes

Le soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter des variantes.

## 2.6 – P.S.E.

**Le marché fait l'objet de Prestations Supplémentaires Eventuelles qui doivent être impérativement chiffrées par le soumissionnaire.**

- PSE N° 1 : installations du bâtiment CAMINO (Livraison prévue fin 2026) – Voir article 2.1.1 du C.C.T.P
- PSE N° 2 : installations du Plateau Technique de Rééducation (Livraison prévue courant 1er semestre 2027) - Voir article 2.1.2 du C.C.T.P.
- PSE N° 3 : installations du bâtiment ADAMSI (Livraison prévue courant 2028) – Voir article 2.1.3 du C.C.T.P.
- PSE N° 4 : nettoyage et hygiénisation de la VMC sanitaire de l'ensemble de l'HOPITAL (voir article 2.1.4 du C.C.T.P.).

## 2-7 - Définition de la prestation

Les prestations, objet du marché, sont inventoriées dans le C.C.T.P. et à son annexe n° 3.

### 2-7-1 - Fournitures, pièces de rechange et outillage

Les produits consommables nécessaires à toute opération de maintenance d'un équipement technique sont :

- les huiles et graisses ;
- les chiffons et produits de nettoyage et d'entretien ;
- les produits de traitement des eaux (adoucisseurs, vaporisateurs, aéroréfrigérant, etc.) ;
- les peintures d'entretien des installations ;
- tout autre produit, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de maintenance exécutée.

La fourniture de ces produits consommables est due par le Titulaire qui fait son affaire de leur approvisionnement en quantité et en qualité nécessaires à ses prestations, sauf stipulations particulières précisées au C.C.T.P.

Les petites fournitures nécessaires à toute opération de maintenance d'un équipement technique sont à la charge du Titulaire, à savoir :

- la visserie, la boulonnerie et les accessoires de fixation ;
- les joints, raccords et garniture d'usage courant ;
- les ampoules et fusibles ;
- les thermomètres et manomètres ;
- tout autre petit accessoire mécanique, électrique ou électronique.

Les pièces de rechange sont les pièces détachées et les composants d'équipement nécessaires au remplacement d'un élément reconnu défectueux ou inapte à effectuer son service. Les pièces de rechange sont repérées et codifiées pour en permettre la gestion.

L'intégralité des pièces de rechange nécessaires à la parfaite exécution des prestations de maintenance curative sont à la charge du Titulaire.

**Dans le cadre de l'astreinte, l'entreprise a en charge de fournir les pièces nécessaires à la réparation.**

On entend par outillage et appareil de mesure l'ensemble des équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations confiées au Titulaire, y compris tout engin de manutention ou de levage, à l'exception des moyens spécifiques liés à la configuration du bâtiment. Sauf dispositions particulières précisées au C.C.T.P., le Titulaire assure l'approvisionnement de son outillage.

En fin de marché, le Titulaire en assure la complète évacuation.

## ARTICLE 3 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

### 3-1 - Co-traitance

En cas de groupement, le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membres du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire, lorsque chacun des prestataires, est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Représentant du Pouvoir Adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 3-2 - Sous-traitance

Le Titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants pour pallier ses défaillances éventuelles.

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

Néanmoins le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

#### 3.2.1. - Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre (article R.2193-1 du code de la commande publique)

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1 °) la nature des prestations sous-traitées ;
- 2°) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3°) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- 4°) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5°) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.
- 6°) Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion pour répondre à un marché public.

Le sous-traitant remettra également :

- . Une attestation de régularité fiscale émise directement en ligne à partir de leur compte fiscal délivrée en 2026 par le comptable public ou équivalent.
- . Une attestation de Vigilance délivrée par l'Urssaf datant de moins de 6 mois.
- . Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusions mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique et conformément à l'article R. 2143-9 du même code, le candidat produit son numéro unique d'identification SIREN permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique.
- . Les attestations d'assurances visées au présent C.C.A.P. en cours de validité.

Le Titulaire veille à ce tout sous-traitant, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois dans le cadre du présent marché, renouvelle les attestations lorsqu'elles ne sont plus en cours de validité.



**La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.**

**3.2.2. - Déclaration de sous-traitance après la notification du marché (article R.2193-3 du code de la commande publique)**

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le Titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements et accompagnés des documents administratifs mentionnés à l'article 3.2.1 ci-dessus.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés. **Les sous-traitants doivent être agréés au minimum 15 jours avant toute intervention sur site. La présence sur site d'un sous-traitant non agréé entraînera l'éviction immédiate de ce dernier et une pénalité appliquée au Titulaire.**



## ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

### 4.1 - Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G./F.C.S., les pièces particulières du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications opérées dans le cadre de la mise au point du marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- le Mémoire méthodologique et organisationnel, remis par le Titulaire à l'appui de son offre ;
- l'attestation de visite dûment signée par le Maître d'Ouvrage ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, les avenants éventuels (avenants, etc.) postérieurs à la notification du marché.

### 4.2 - Pièces générales

Les pièces générales du marché sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G./F.C.S.) en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.
- **Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien de matériel et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'OEAP.**
- La réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- La réglementation en vigueur relative aux essais et contrôles obligatoires (arrêté du 25 juin 1980 modifié et ses annexes).
- Le règlement intérieur applicable au sein de l'HOPITAL MARIN AP-HP, notamment pour ce qui concerne les règles relatives à l'hygiène, à la sécurité ainsi qu'aux règles générales et permanentes relatives à la discipline.
- les normes AFNOR relatives à la maintenance, et notamment :
  - la norme AFNOR NF EN 13306 « maintenance - terminologie », publiée en janvier 2018.
  - la norme AFNOR NF X 60-000 « maintenance industrielle – fonction maintenance », publiée en avril 2016.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le Titulaire du présent document.

**Nota 1** : Les conditions générales de vente du Titulaire, de ses fournisseurs, de ses assureurs ou de ses sous-traitants ne sont pas applicables au présent marché.

**Nota 2** : Bien que non jointes, il est expressément reconnu le caractère contractuel des pièces générales. Il est également reconnu que l'ensemble des dispositions du Code de la Commande Publique est applicable à l'exécution des prestations.

## ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ - GARANTIE

### 5-1 - Modifications du marché

#### 5.1.1 - Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié quelque-soit le montant dans les cas décrits ci-après. La clause de réexamen sera réalisée par l'Hôpital Marin et notifiée au Titulaire du marché :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre.
- En cas de modification de la nature des prestations ou de leur périodicité dans le cadre des prestations forfaitaires.
- En cas d'évolution importantes du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché dans la limite d'une augmentation de 30 % par rapport au prix initial.
- En cas de rajout de référence sur le B.P.U. suite à des changements (changements technologiques, normes, prestations devenues nécessaires, prestations spécifiques pour un bâtiment ne figurant pas sur le bordereau des prix unitaires, etc.).

#### Modifications de références en cours d'exécution :

**Des modifications de références pourront avoir lieu au cours de l'accord-cadre sous réserve :**

- Que les nouvelles références respectent le C.C.T.P.
- Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire.
- En cas de demande de changement définitif de référence produit :  
Cette demande de changement devra être faite un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité forfaitaire de 500 euros net de taxe.
- En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit :  
Cette demande de changement devra être faite 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'AP-HP.
- Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

**La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) ou sur demande justifiée du Titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par L/RAR.**

#### Autres clauses modificatives

##### Cession de marché (article R.2194-6 du code de la commande publique).

Lorsqu'un nouveau Titulaire remplace le Titulaire initial du marché public, dans le cas d'une cession du marché public, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'Hôpital Marin pour la participation à la procédure de passation du présent marché.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	10/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

**Fournitures ou services complémentaires devenus nécessaires (article R.2194-2 du code de la commande publique)**

Lorsque la fourniture ou le service supplémentaire, quel qu'en soit leur montant, est devenu nécessaire et ne figurerait pas dans le présent marché sous réserve qu'un changement de Titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'impossibilité de créer une interopérabilité avec les équipements, services, installations existants achetés dans le cadre du présent marché. Ces prestations supplémentaires ne peuvent être supérieures à 50 % du montant du marché initial (articles R.2194-3 et R.2194-4 du code de la commande publique).

**Circonstances imprévues (article R.2194-5 du code de la commande publique)**

Lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial.

**Modifications non substantielle (article R.2194-7 du code de la commande publique)**

Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

**Modifications de faibles montant (article R.2194-8 du code de la commande publique)**

Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 10% du montant initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R2194-7 sont remplies.

**Modification de la clause de variation des prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index** inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.

**En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché** (construction ou destruction d'un nouveau bâtiment, rénovation de tout ou partie d'un bâtiment, etc.).

**En cas d'évolution de la réglementation**

**Modification de la consistance du parc matériel**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, la prestation ou la fourniture faisant l'objet du marché pourra être complétée en cas de nécessité sur demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Il est à noter que les équipements et installations relatifs aux opérations de travaux en cours, décrites aux articles 2.1.1 à 2.1.4 du CCTP, font l'objet de PSE à compléter dans le DPGF du marché, objet de la présente consultation et feront l'objet de futurs avenants éventuels.

Compte tenu de la notion de globalité du présent marché, il ne sera pas apporté par un avenant au marché, de modification du montant du forfait à la hausse ou à la baisse en cas d'évolution de la consistance du parc d'équipements, tant en nombre (ajout ou suppression d'équipements) qu'en nature (modification des équipements) et ce annuellement, dans la limite de 3 % du montant du forfait initialement fixé dans l'acte d'engagement.

Le Responsable des Travaux et des Services Techniques notifiera au Titulaire toutes les modifications intervenant en cours de réalisation. La décomposition du prix global et forfaitaire, remise par le Titulaire à l'appui de son offre, pourra servir à déterminer le montant des plus ou des moins-values en fonction des modifications intervenues dans la consistance du parc.

Dans l'éventualité d'une fermeture partielle, voire totale d'un bâtiment ou d'un service durant l'exécution du marché, l'HOPITAL MARIN se réserve le droit de réduire à tout moment le volume des prestations quelle qu'en soit l'importance, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

Le montant annuel forfaitaire sera alors diminué en conséquence sur la base des prix définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ce nouveau prix fera l'objet d'un avenant.

Dans le cas inverse, l'ouverture avec installation d'un nouvel équipement, avec le cas échéant une incidence à la hausse sur le montant du forfait annuel pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant.

#### **5.1.2 - Modifications de la structure du Titulaire**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'APHP les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination bancaire ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'AP-HP dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le Titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non-communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Le Titulaire doit adresser dans les plus brefs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant les documents justifiant le changement, à l'adresse suivante :

HOPITAL MARIN DE HENDAYE  
Bâtiment ERLAITZA – 1<sup>er</sup> étage  
Cellule des marchés publics – secteur travaux  
Route de la corniche – BP 40139 – 60701 HENDAYE  
Courriel : hnd-cellule-des-marches@aphp.fr

## ARTICLE 6 – GENERALITES

### 6.1 - Obligations du Titulaire

#### 6.1.1 - Prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité

Le Titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des prestations définies dans le C.C.T.P. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

Le Titulaire doit avoir une parfaite connaissance des matériels et techniques des marques qui constituent le parc, objet du marché.

Ce marché devant être exécuté sur un site hospitalier, le Titulaire devra respecter des contraintes propres à ce type de milieu, en particulier :

- Eviter les bruits ;
- Limiter les poussières ;
- Assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats ;
- **Etre à même de répondre à l'urgence 24H/24, 365J/365 dans les délais les plus courts impartis ;**
- Interdiction de rentrer en contact avec les patients ;
- Respect des mesures barrières et co-activités exigés par la COVID-19.

**Le Titulaire a par ailleurs l'obligation de prendre toute précaution concernant l'hygiène et la non propagation des maladies nosocomiales en se conformant aux procédures en place lors de contrôles en milieu protégé ou sensible (zone à empoussièrement contrôlé et tout secteur en présence de patients).**

**Cette spécificité du service hospitalier ne sera pas rappelée tout au long du présent document, il devra cependant toujours en être tenu compte par le Titulaire. Les solutions proposées et moyens mis en œuvre et les tarifs appliqués devront y satisfaire.**

**Le but du présent marché est d'apporter une qualité de service proche de la qualité totale. C'est pourquoi il impose à son Titulaire une obligation de résultat et un devoir de conseil vis-à-vis de l'HOPITAL MARIN de HENDAYE.**

#### 6.1.2 - Exécution des prestations

Pour l'exécution des prestations du marché, le Titulaire devra se conformer aux prescriptions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et du Cahier des Clauses Techniques Particulières et de ses annexes.

Le Titulaire devra satisfaire aux obligations suivantes, ou toutes autres obligations en vigueur au cours de toute la durée du marché :

- Le Titulaire devra respecter strictement toute réglementation propre à sa profession.
- Le Titulaire veillera à ce que les interventions soient effectuées sans retard et dans le délai convenu avec l'établissement hospitalier.
- Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo AP-HP, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'AP-HP se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

Pour le personnel assurant la prestation, le Titulaire du marché devra notamment se conformer :

- a) aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- b) à l'interdiction de travail dissimulé défini et interdit par les articles L.8221-1, L. 8221-2, L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

En outre, il doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché.

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du prestataire, Titulaire du marché.

Le personnel exécutant des prestations, devra se soumettre au règlement intérieur de l'établissement hospitalier concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'établissement.

Il lui sera interdit d'accepter des pourboires et de fumer. Il sera tenu à l'obligation de discrétion professionnelle, au respect de la liberté de conscience de chacun, toutes formes d'interventions concernant les opinions politiques et religieuses sont interdites.

Les agents devront avoir des tenues correctes, propres et en nombre suffisant. Ils auront l'obligation d'une tenue vestimentaire identifiable (insigne de la société).

#### **6.1.3 - Au titre de ses responsabilités civiles et assurances**

Le Titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers, aux usagers et aux personnels de l'établissement hospitalier par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux de maintenance des équipements qu'après intervention.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire est responsable des dommages pouvant être causés aux personnes, aux biens et aux installations du fait des prestations qu'il assure.

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, couvrant les risques qu'il encourt du fait de l'exécution du présent marché.

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1382 et suivants du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait de l'entretien qui lui est confié (risques d'accident, d'incendie, d'explosion, d'inondation et de dégâts des eaux, de gel, de vol tant pour les installations en exploitation que pour celles qui entourent, les bâtiments les contenant, les personnes présentes) ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'hôpital dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf des dits matériels.

Sont toutefois, exclus de sa responsabilité, les dommages dus :

- à un cas de force majeure,
- à l'intervention d'un tiers que le Titulaire n'aura pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, puis pendant la durée du marché, le Titulaire devra produire sur simple demande de la cellule des marchés publics de l'HOPITAL MARIN, une fois par an, en début d'année civile, et à tout moment dans l'hypothèse où la date de validité du contrat d'assurance ne couvrirait pas l'année civile, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus.

#### **6.1.4 - Au titre de ses prestations**

Le Titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au C.C.T.P. et à ses annexes.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois, règlements et normes en vigueur et ne peut exercer aucun recours contre l'établissement hospitalier en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés et ouvriers.

Le Titulaire est responsable également :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses travaux ;
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant au site hospitalier, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations.
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement hospitalier.

En cas de défaillance de son personnel, le Titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement compétent.

#### **6.1.5 - Obligation de résultat**

Le Titulaire doit assurer le bon fonctionnement et le maintien en bon état d'usage des matériels, équipements et installations en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour arriver à cet objectif.

**Le Titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'obtention de la garantie de résultat.**

Toute intervention de maintenance corrective ou curative rendue nécessaire par une faute du Titulaire contractant, commise dans le cadre de l'exécution des prestations, reste à ses frais.

#### **Dans le cadre du présent marché, le Titulaire garantit :**

- la satisfaction par la qualité et la continuité de service ;
- le respect des conditions de fonctionnement des installations (spécifications techniques des constructeurs) et des conditions de travail en milieu occupé ;
- les performances optimales de fonctionnement des installations, conformes au C.C.T.P., et à ses annexes ;
- la fiabilité et la pérennité des installations ;
- le maintien des installations en conformité avec les réglementations applicables et les règles de l'art ;
- la recherche permanente de l'amélioration des résultats au moindre coût ;
- la propreté des locaux (après intervention) où sont situées les installations.

Le Titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu. Cela suppose que toutes les installations soient après intervention, en parfait état de fonctionnement et de sécurité et présentent, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	15/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	



Par ailleurs si lors d'une intervention, le Titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit avant de commencer les travaux, en informer le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou son représentant faute de quoi il en sera tenu pour responsable, avec obligation de remise en état à sa charge.

#### 6.1.6 – Obligation d'information

Le Titulaire établit annuellement un bilan détaillé de l'état des installations dont il assure l'entretien.

Il communique sur demande du bénéficiaire, l'historique et le détail des visites et interventions effectuées dans le cadre du marché. Il informe le bénéficiaire de toutes difficultés éventuellement rencontrées pour la réalisation des prestations.

Notamment il signale par écrit les défaillances, anomalies, vices cachés, incidents et dysfonctionnements, prévisibles ou non, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens. Il indique les conséquences qui pourraient en résulter à défaut de remède et donne tout conseil utile à l'utilisation des installations et des améliorations à y apporter.

Il doit notamment signaler les points de non-conformité des installations et signaler les aménagements qui seraient souhaitables pour optimiser les systèmes, sans que cela dégage sa responsabilité et son devoir de résultat.

#### **Le Titulaire s'engage à informer le bénéficiaire par écrit :**

- aussi souvent que nécessaire de la nature des réparations à envisager ;
- de l'évolution de la réglementation en rapport avec les prestations objet du marché ;
- de toute mise en conformité ou modification nécessaire.

En cas de défaillance constatée au cours d'une vérification qui impliquerait une remise en état urgente, le Titulaire devra informer le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou son représentant qui autorisera ou non la remise en état. **Le Titulaire assurera son devoir de conseil durant toute la durée du contrat.**

#### 6.1.7 - Respect de la réglementation du travail

Le Titulaire aura pour obligation de respecter toutes les obligations découlant des règles fixées par le Code du Travail (conditions de travail, mesures d'hygiène et de protection, etc.) et de veiller à la sécurité des personnes intervenants.

**Le Titulaire fournira impérativement en début de marché, à chaque début d'année et à chaque mouvement de personnel, un justificatif de l'appartenance au Titulaire des personnels intervenants sur le site de l'Hôpital Marin. La nature de ce justificatif est laissée à l'initiative du candidat.**

#### 6.1.8 - Pérennité du personnel

Pour l'entretien, les dépannages et les interventions urgentes, le Titulaire s'engage :

- à mettre à disposition le personnel dûment qualifié et porteur de sa carte professionnelle ;
- à affecter un seul interlocuteur technique.

**Pendant toute la durée du marché, le Titulaire s'engage à assurer le bon maintien (organisationnel et technique) du dispositif d'alerte de son personnel de permanence et d'astreinte (24H/24, 7J/7), tel que retenu contractuellement.**

L'ensemble du personnel d'intervention nommément désigné par le Titulaire, en vue de l'exécution des prestations du présent contrat, doit être préalablement agréé. Il est le seul autorisé à intervenir sur le site, objet du présent contrat.

A cet effet le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage la liste nominative, du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément, quinze (15) jours au moins avant la date de la 1<sup>ère</sup> intervention. Cette liste est complétée par tous les justificatifs de qualification attestant des indications portées sur ladite liste (diplôme, habilitations, copies des certificats de compétence professionnelle).

Le Titulaire s'engage dans la mesure où le travail exécuté par ses agents est satisfaisant, à les maintenir sur un secteur donné pendant toute la durée du contrat, afin de limiter le nombre des intervenants potentiels sur les équipements.

#### **6.1.9 – Accès à l'établissement - Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous-traitants éventuels ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché ou être mandatés par elle.

#### **6.1.10 – Prise en charge du matériel – Devoir de conseil – Remise du matériel en fin de marché**

Le Titulaire déclare qu'avant le démarrage des prestations, il prend toutes les mesures utiles pour être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance et de l'état des pièces, matériels et équipements dont il assure la maintenance, ainsi que des contraintes de fonctionnement.

A ce titre aucune réclamation ou demande d'indemnité ne sera prise en compte.

La mise en conformité des pièces, matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'établissement hospitalier qui s'engage à examiner les recommandations émises par le Titulaire du marché.

Le Titulaire doit une obligation de conseil pour tout ce qui concerne l'utilisation des équipements, matériels, installations et les améliorations à y apporter. Il est tenu, seul, et engage sa responsabilité de signaler toutes non conformités à la réglementation en vigueur. Il avertit le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou son représentant, de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du présent marché, les matériels, équipements et installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des pièces, matériels et équipements est établi au début du marché et à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'oblige notamment de communiquer tous les dessins, programmes informatiques, documents et instruction reçus du Directeur des Travaux et des Services Techniques ou son représentant ou exécutés par le Titulaire dans le cadre du marché.

#### **6.1.11 - Certificats**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas

de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle le Titulaire du marché devra obligatoirement se créer un compte gratuit, dès l'attribution du marché puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées dès la notification du marché.

#### 6.1.12 - Forme des notifications et informations

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

Ces échanges se font par le biais de la plateforme des achats de l'état (PLACE) :

**[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou à l'adresse électronique des parties mentionnées dans les documents particuliers** du marché.

**En cas de groupement la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.**

#### 6.1.13- Secret professionnel

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, qu'elle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aura confié le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du Représentant du Pouvoir Adjudicateur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique relative à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera à lier le Titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, qu'elle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombés dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

#### 6.1.14 - Grèves

En cas d'arrêt de travail, le Titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables à l'exploitation des installations de chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation, climatisation et désenfumage de l'HOPITAL MARIN DE HENDAYE en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer un service minimum dans la réalisation des prestations.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

---

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	18/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

## ARTICLE 7 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS

### 7-1 – Caractère et contenu des prix

Conformément à l'article R.2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des :

- Prix forfaitaires, conformément aux dispositions de l'article R.2112-6 2° du code de la commande publique, pour la prestation forfaitaire annuelle figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Prix unitaires, conformément aux dispositions de l'article R.2112-6 1° du code de la commande publique, (main d'œuvre, déplacement et pièces compris) selon les éléments de prix figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) « hors forfait » (partie à bons de commande).

#### 7.1.1 - Prestations forfaitaires

Les prestations comprises dans le forfait, décrites au C.C.T.P. et à ses annexes, sont couvertes par un prix forfaitaire annuel selon les conditions figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

**Le prix forfaitaire comprend l'ensemble des prestations annuelles de maintenance préventive et corrective effectuées, en intervention de jour ou de nuit, durant les jours ouvrables ou non, décrites dans le marché.**

**Le marché, sans la fourniture de combustible, comprend les prestations de conduite et l'entretien des installations décrites dans le C.C.T.P. et ses annexes, les fournitures définies au 2-7-1 du présent document, les travaux d'entretien programmés et non programmés et l'astreinte.**

Le prix ainsi défini inclut les communications téléphoniques, les frais de déplacement des personnels et le transport des pièces, outillages, équipements et appareillages nécessaires à l'exécution des prestations. Le Titulaire du marché a la charge des frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du Titulaire.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

Il comprend également :

- la mise en conformité des installations en ce qui concerne les réserves émises affectant les prestations dues normalement par le Titulaire ;
- l'information et la formation éventuelle du personnel de l'établissement assurant le contrôle et la sécurité des biens et des personnes ;
- l'outillage individuel et consommables, les matières et fournitures, les consommables nécessaires à l'exploitation, les machines, engins, véhicules ;
- **le remplacement des pièces d'un montant égal ou inférieur à 500 euros HT ;**
- les interventions consécutives à la détérioration d'une pièce ou d'un matériel, autre que celui incriminé, suite à une mauvaise manipulation du Titulaire, y compris le coût de la pièce ou du matériel de remplacement.

L'électricité et l'eau nécessaires seront mises gratuitement à disposition du Titulaire, sous réserve de la capacité des réseaux existants.

**Le forfait exclus :**

- l'entretien des installations de bâtiment en général, même si elles ont été exécutées spécialement dans le cadre de la réalisation des prestations du marché, tels que branchement de force, de lumière et de mise à la terre, compteur, combinés ou disjoncteurs, éclairage des abords, entourages et protection, maçonnerie, peinture même consécutive à des travaux de réparation, non provoqués par le Titulaire du marché ;
- les réparations ou remplacements des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal ;
- les interventions dues à une catastrophe naturelle ou à l'exécution de travaux réalisés pour le compte de l'Hôpital Marin par des entreprises autres que le Titulaire ou ses sous-traitants éventuels pendant la durée de garantie du matériel ou des équipements ;  
Le Titulaire devra néanmoins veiller à ce que ces travaux ne causent aucune dégradation aux appareils et/ou équipements et installations dont il a la charge. A cet effet, le groupe hospitalier informera le Titulaire de tous travaux sur ou à proximité de ces derniers.
- Les frais d'experts ou d'organisme de contrôle agréé, sauf dispositions contraires dans le C.C.T.P. Toutefois, le Titulaire mettra à disposition la main-d'œuvre, l'outillage nécessaire et préparera éventuellement les appareils en vue des opérations périodiques réglementaires effectuées par des organismes agréés (il est tenu d'assister aux opérations).

**7.1.2 - Prestations hors forfait**

L'HOPITAL MARIN AP-HP pourra confier au Titulaire dans le cadre du présent marché, des prestations non comprises dans le prix forfaitaire.

**En tout état de cause, le montant des prestations hors forfait ne pourra dépasser le montant maximum de 30 000,00€ HT sur la durée maximale du marché, soit 3 ans.**

Le contrat sera rémunéré par des prix unitaires (main d'œuvre, déplacement et pièces compris) figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement (BPU).

**Composition des prix**

Les prix comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le Titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

**Les prix unitaires comprennent :**

Tous les prix seront des prix composés de la fourniture, de la main-d'œuvre, de la pose y compris tous accessoires de pose, raccordement, essais et finition type peinture, calorifuge. Y compris prix de dépose : en cas de remplacement ou de retrait définitif d'appareil existant.

**Toutes prestations hors forfait, doivent faire l'objet d'un accord préalable de la part du Responsable des Travaux et des Services Techniques de l'Hôpital Marin ou de son représentant après présentation d'un devis détaillé.**

**La date de présentation tardive d'un devis détaillé, constatée à compter de la date de la demande du prix par le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou de son représentant habilité, pourra donner lieu à l'application des pénalités décrites à l'article 10 « Délai et pénalités » du présent document.**

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	20/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

**Si le coût estimé d'une intervention hors forfait s'avère trop élevé, l'établissement hospitalier peut renoncer, dans le cadre du présent marché, à confier ladite intervention au Titulaire**

Les conditions de garanties des travaux effectués (main d'œuvre et pièces de rechange) seront celles de la législation française.

## **7.2 – Variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro ( $m_0$ ) fixé dans l'acte d'engagement.

Les **prix forfaitaires sont fermes la première année de l'exécution du contrat et seront révisables à chaque date d'anniversaire du marché**, selon la variation en plus ou en moins de la valeur des indices, définis ci-dessous.

## **7.3 – Régime des prix**

Les prix forfaitaires sont révisables à chaque date d'anniversaire du marché.

Les prix « hors forfait » figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) seront fermes la première année d'exécution du contrat et révisables à chaque date d'anniversaire du marché.

**Les prix ne figurant pas au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et faisant l'objet d'un devis sont fermes.**

## **7.4 – Révision des Prix**

Les prix définis dans le marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro ( $m_0$ ) fixé dans l'acte d'engagement.

### **7.4.1 – Formule de révision des prix**

Les prix sont révisables une fois par an par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (ICHT-IME / ICHT-IME_0))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA

Po = prix initial du marché hors TVA

**ICHT-IME<sub>0</sub>** = indice mensuel du coût horaire de travail, des Industries Mécaniques et Electriques correspondant au mois zéro, publié dans le bulletin mensuel de statistique.

**ICHT-IME** = **dernier indice connu** du coût horaire de travail, des Industries Mécaniques et Electriques à la date d'anniversaire du marché.

**Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.**

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

## **7.5 – Demande du Titulaire de la révision du prix**

Il appartient au Titulaire de présenter les nouvelles annexes financières accompagnées de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

➤ La révision de prix se fera à la demande du Titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché) d'un nouveau bordereau des prix unitaires faisant apparaître ses prix révisés.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier ou par courriel, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

**Clause butoir : L'augmentation des prix du contrat résultant de la clause de révision ne peut être supérieure à 9 % sur la durée globale de l'accord-cadre.**

#### **7.6 – Retenue de garantie**

Le Titulaire sera dispensé du versement d'une retenue de garantie.

#### **7.7 – Avance**

Conformément au code de la commande publique, le Titulaire et ses sous-traitants peuvent demander le versement d'une avance.

Le Titulaire, dans tous les cas, peut refuser le versement d'une avance comme indiqué dans l'acte d'engagement. L'avance n'est ni actualisable, ni révisable, quelle que soit la forme du prix du marché.

Le montant de cette avance est fixé à **5 %** tel que prévu par l'option B du CCAG-FCS (article 11).

Elle donne lieu à un unique versement au commencement d'exécution du marché.

Pour la part des prestations à prix unitaires, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la transmission d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Il commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Si le Titulaire du marché public qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché public postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

#### **7.8 – Nantissement**

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement conformément aux dispositions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique. Lorsque le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique :

1°) Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

2°) Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie.



## ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 8.1 – Modalités de délivrance des bons de commande

Les commandes seront établies par l'HOPITAL MARIN AP-HP et transmises au Titulaire par courrier ou voie dématérialisée. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison ainsi que l'objet détaillé de la commande ainsi que la date, l'heure et le lieu de livraison.

Pour les prestations hors forfait elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins et feront l'objet au préalable d'une demande de devis adressée par l'établissement hospitalier au Titulaire du marché. Le devis devra être établi dans un délai inférieur à quatre (4) jours ouvrés à constat du dysfonctionnement de l'installation.

Le délai d'intervention du Titulaire pour remise en état des installations ne devra pas excéder une semaine au maximum à réception du bon de commande.

#### 8.1.1 - Validité d'un bon de commande (« prestations à prix unitaires »)

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois suivant la fin du marché.

#### 8.1.2 - Modification d'un bon de commande (« prestations à prix unitaires »)

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au Titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

#### 8.1.3 - Annulation d'un bon de commande (« prestations à prix unitaires »)

L'HOPITAL MARIN de HENDAYE peut, à tout moment pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le Titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des travaux effectués, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

## 8.2. Facturation

### 8.2.1 – Généralités

L'exécution du marché sera financée par le budget de l'Hôpital Marin de Hendaye. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

En application des dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours par virement, pour les établissements publics de santé, à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant. Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Les factures sont présentées de manière détaillée de sorte que les montants individuels des différents postes pour lesquels une demande de paiement est établie, apparaissent distinctement et puissent faire l'objet d'un contrôle.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	23/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

La dépense sera imputée au budget d'exploitation de l'hôpital : **compte 615224 pour les prestations forfaitaires et 615223 pour les prestations hors forfait.**

#### 8.2.2. – Facturation prestations forfaitaires

Le règlement des **prestations forfaitaires** est effectué au prorata du montant annuel, **semestriellement à terme échu**, après vérification et approbation par le **Responsable des travaux et des services techniques ou son représentant** sur présentation d'une facture.

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

#### 8.2.3. – Facturation prestations hors forfait

Le règlement des **prestations hors forfait** intervient après l'acceptation du devis émis par le Titulaire, l'émission du bon de commande correspondant et l'exécution des prestations commandées par le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou son représentant habilité, et remise de la facture correspondante.

Les prix unitaires seront ceux fixés dans le bordereau de Prix Unitaires figurant dans l'acte d'engagement.

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

#### 8.2.4. – Modalités de facturation

**Conformément aux dispositions de l'article R.2192-3 du code de la commande publique, les factures sont adressées obligatoirement aux entités publiques via un portail public de facturation.**

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le Titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

La facture originale sera déposée sur le portail Chorus-Pro en détaillant :

- La mention « Facture » ;
- Le numéro d'ordre de la facture, numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue, établie par l'émetteur de la facture ;
- La date d'émission de la facture ;
- **La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture et notamment leurs numéros SIRET ;**
- **Le numéro du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 450...)** ;
- Le numéro du marché ;
- Le code d'identification du service de l'établissement émetteur du bon de commande (présent sur le bon de commande) : « 038 » ;
- La désignation des prestations ;
- Le prix forfaitaire HT des prestations réalisées ;
- Le montant des prestations hors forfait le cas échéant ;
- Le montant total hors taxe et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants ;
- Les coordonnées complètes du compte bancaire identiques à celles inscrites sur l'acte d'engagement.

**Les références suivantes sont obligatoirement nécessaires au traitement des factures :**

- **Lors du dépôt de facture dans le portail CHORUS-PRO, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° SIRET de l'AP-HP (267 500 452 01928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**
- Le code du service exécutant le bon de commande : **038** (HOPITAL MARIN DE HENDAYE)
- La référence du numéro d'engagement juridique de la commande : 10 chiffres sans espace, sans point commençant par **450.....**

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	24/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

**Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture. L'absence des mentions définies, ci-dessus, entraînera un rejet de la facture** afin de permettre d'établir une refacturation en cohérence avec le règlement attendu.

Cette refacturation devra porter une **nouvelle référence**, la réglementation comptable ne permettant pas de modifier une pièce déjà transmise, et mentionner la facture rejetée.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

**Les factures transmises par un autre moyen que CHORUS PRO sont réputées non parvenues.**

---

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	25/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

## ARTICLE 9 – BONS DE COMMANDES - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

### 9-1 – Commandes

Elles seront transmises au titulaire par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins pour les prestations ponctuelles.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes sera de 3 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

### 9-2 – Contrôles

Le Titulaire est tenu de se prêter aux contrôles nécessaires à la vérification de l'exécution correcte de ses prestations.

L'HOPITAL MARIN peut à tout moment procéder sans préavis à toutes les vérifications utiles et faire contrôler les installations par un organisme technique habilité de son choix sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire qui demeure pleine et entière.

En cas de litige le contrôle est établi contradictoirement.

Les contrôles inopinés pour lesquels il est fait appel à un conseil sont à la charge de l'HOPITAL MARIN.

Les contrôles probatoires contradictoires sont à la charge du Titulaire si, et seulement si, celui-ci est reconnu responsable des problèmes ayant entraîné ce contrôle contradictoire.

### 9-3 - Opération de vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. La Personne Responsable du Marché désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- la qualité et la quantité des prestations exécutées ;
- l'état des installations et des locaux entretenus ;
- la qualification et l'effectif du personnel de maintenance du Titulaire ;
- la mise en place des documents d'exploitation et de la documentation technique (tous documents et plans).

Si l'une des vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

### 9-4 - Décision après la vérification

Dans le cas où apparaît un litige ou lorsque la vérification fait apparaître une défaillance du Titulaire, le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou son représentant peuvent, suivant le cas et la gravité de la faute :

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	26/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

- demandeur une vérification probatoire avec des mesures complémentaires, celles-ci seront exécutées contradictoirement au titre du contrat.
- refuser la prestation, dans ce cas le Titulaire devra recommencer.
- demandeur réparation, lorsque la prestation mal exécutée a entraîné dégradation, le Titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence son montant pourra être prélevé sur le montant du marché si elle n'est pas couverte par l'assurance.
- se réserver le droit de faire appel à un contrôle technique agréé.
- appliquer des pénalités définies par l'article 10 du présent CCAP.
- demandeur résiliation du marché pour faute grave sans préjudice de l'application des paragraphes précédents.

#### 9-4.1 – Admission

L'admission des prestations, objet du marché de maintenance, sera prononcée par la Personne Responsable du Marché ou son représentant. Il s'agit d'une constatation du service faite in situ ou au vu des rapports de visite ou compte rendu d'intervention.

#### 9-5 – Garantie du matériel fourni par le Titulaire

Le matériel fourni par le Titulaire sera garanti une année à compter de sa mise en service. Le carnet de maintenance mentionnera la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe réparé et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à un an à compter de l'admission sans réserve. Il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

## Article 10 – DELAI ET PENALITES

### 10-1 – Délais contractuels de durée des interventions

#### 10.1.1 – Généralités

Le présent marché fixe des délais à ne pas dépasser par le Titulaire sous peine d'application de pénalités. Les différents types de délais détaillés ci-après sont :

- Le délai d'astreinte ;
- Le délai d'intervention de dépannage ;
- La durée d'intervention de dépannage.

Dans tout ce qui suit on distinguera :

- Le dépannage : actions physiques exécutées pour permettre à un bien en panne d'accomplir sa fonction requise pendant une durée limitée jusqu'à ce que la réparation soit exécutée.
- La réparation : actions physiques exécutées pour rétablir la fonction requise d'un bien en panne.

#### 10.1.2 - Dépannage

##### 10.1.2.1 - Délai d'intervention de dépannage

Quelle que soit la nature de l'intervention de dépannage, le délai est calculé à partir de l'émission de l'appel téléphonique émis par les Services Techniques de l'Hôpital et jusqu'à l'intervention du personnel d'exécution. Le délai d'intervention de dépannage est fixé **à deux (2) heures à tout moment de la journée (y compris week-end et jours fériés).**

##### 10.1.2.2 - Durée de dépannage

La durée de dépannage désigne le temps nécessaire pour rétablir le fonctionnement de tout ou partie d'une installation. Elle débute dès la fin du délai d'intervention de dépannage, tel que défini ci-dessus, même si celui-ci a été dépassé.

Le calcul de la durée de dépannage s'établit comme suit :

- a/ Elle est de **deux (2) heures maximum** lorsqu'il n'y a pas de remplacement de pièces ou matériel ou équipement.
- b/ Elle est de **quatre (4) heures maximum** lorsqu'il y a utilisation de pièces de rechange pour remplacement nécessitant démontage et remontage. L'application de ce délai implique la disponibilité dans les stocks du Titulaire des pièces de rechange nécessaires.
- c/ **Elle peut être fixée au-delà de quatre (4) heures d'un commun accord entre les parties dans des cas particuliers.**

Le Titulaire assure par ses moyens en hommes et en matériel, la manutention et l'amenée à pied d'œuvre et à sa charge des pièces de rechange.

### 10.1.3 - Délai de réparation

Lorsqu'à la suite d'une opération de dépannage ayant permis de remettre en fonctionnement l'installation défectueuse, une intervention de réparation définitive est nécessaire, le délai d'intervention pour effectuer la réparation définitive est laissé sous l'entière responsabilité du Titulaire.

Cependant, l'intervention pour réparation sera programmée au plus tard dans les deux semaines qui suivent le dépannage.

### 10.1.4 – Astreinte

#### 10.1.4.1 - Définition du délai d'astreinte

Le délai imparti au Titulaire pour se rendre auprès de l'équipement pour, établir un diagnostic et mettre en œuvre les moyens pour commencer une opération de dépannage ou de réparation est désigné par le terme « délai d'astreinte ».

#### 10.1.4.2 - Délai d'intervention d'astreinte

Quelle que soit la nature de l'intervention d'astreinte, le délai est calculé à partir de l'émission de l'appel téléphonique émis par les Services Techniques de l'hôpital ou le personnel de garde et jusqu'à l'intervention du personnel d'exécution. Le délai d'intervention d'astreinte est fixé **à deux (2) heures à tout moment de la journée (y compris week-end et jours fériés).**

Cette astreinte s'applique à l'ensemble des installations du marché avec obligation de résultat d'exploitation.

La durée de dépannage lors de l'astreinte est calculée de la même façon que dans le 10-1-2-2.

## 10.2- Pénalités et retenues

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G./F.C.S., les prestations non conformes au marché, les retards et ou infractions constatées donneront lieu à l'application de pénalités et/ou retenues suivant les conditions et modalités définies ci-dessous :

Toutes les pénalités et/ou retenues sont cumulables.

En cas de contrôle ou d'expertise obligatoire consécutifs aux réparations, les délais nécessaires à ceux-ci ne seront pas pris en compte pour l'appréciation des pénalités.

Dans le cas où des immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies ci-dessous. S'y ajoutent les indemnités pour pertes d'exploitation pour lesquelles le Titulaire devra souscrire une assurance, conformément à l'article 6.1.2 du présent document, garantissant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'entreprise.

Toute prestation non exécutée, toute défaillance mettant en cause le comportement d'un technicien ou l'organisation du travail par le Titulaire qui aura été dûment constatée par l'établissement hospitalier ou qui ne serait pas conforme au marché, aux règlements en vigueur applicables, aux respects des règles d'hygiène donne lieu à l'application de pénalités cumulables.

L'application de pénalités devra être notifiée par courrier adressé au Titulaire par le Responsable des Travaux et des Services Techniques ou son représentant, dans un délai de 15 jours après constatation des faits.



**Les pénalités nettes de taxes seront appliquées de plein droit dès le fait avéré.**

Les prestations non conformes sont :

- Report d'intervention d'une opération de maintenance préventive systématique programmée.
- Report d'intervention d'une opération de maintenance conditionnelle et de maintenance corrective.
- Non-respect du délai d'intervention d'astreinte tel que défini à l'article 10.1.4.2 du présent document.
- Non-respect du délai d'intervention de dépannage tel que défini à l'article 10.1.2.1 du présent document.
- Non-respect de la durée du dépannage tel que défini à l'article 10.1.2.2 du présent document.
- Retard ou interruption des prestations tel que défini à l'article 7.1 du CCTP.
- Pénalités pour retard d'intervention dans le cadre de prestation hors forfait.
- Pénalités pour retard d'intervention dans le cadre de prestation hors forfait dont l'achèvement des prestations entraîne l'arrêt de l'appareil et entrave les missions dévolues à l'établissement hospitalier.
- Pénalités pour retard de devis de prestations dans le cadre de prestations hors forfait.
- Fourniture de chaleur ou de froid insuffisante ou excessive tel que défini à l'article 7.2.1 du CCTP
- Fourniture d'eau chaude sanitaire insuffisante ou excessive el que défini à l'article 7.2.2 du CCTP.
- Marchandise détruite suite à une panne d'une chambre froide.
- Location d'un camion frigorifique suite à la panne d'une chambre froide.
- Non remise d'un compte rendu d'intervention.
- Non réponse à une fiche de non-conformité.
- Non remise à jour du cahier de chaufferie.
- Non remise d'un rapport mensuel de maintenance.
- Retard dans la remise de BSD de déchets.
- Absence ou retard à toute convocation.
- Dépôt de matériaux dangereux et matériels en dehors des zones prescrites.
- Retard dans la fourniture de documents relatifs à l'hygiène et la sécurité.
- Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité, ;
- Non-respect des mesures barrières et co-activités exigés par la COVID-19.
- Perte, dégradation volontaire ou par négligence, non restitution de clé, de badge, de matériel, d'équipement.
- Pénalités pour non présentation d'un document à la demande du Maître d'Ouvrage ou son représentant (Carte professionnelle, habilitation électrique, passe sanitaire, etc.).
- Pénalités pour défaut d'agrément d'un sous-traitant.

**Cumul des pénalités :**

Conformément à l'article 4.1.2. du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché (partie forfaitaire).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-GCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Hôpital Marin de Hendaye aura la faculté de pourvoir à ses besoins aux frais et risques dudit fournisseur.

**Les pénalités sont considérées comme des indemnités ; elles n'entrent donc pas dans le champ d'application de la TVA (Bulletin officiel des impôts n°13 du 25 janvier 2006) ; elles sont « net de taxe ».**

**Pénalités pour report d'intervention d'une opération de maintenance préventive systématique programmée**

Tout manquement ou retard par rapport à la date d'exécution définie ou prévue sur un planning peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par journée calendaire de retard de **250 € (deux cent cinquante euros)**.

**Pénalités pour report d'intervention d'une opération de maintenance conditionnelle et de maintenance corrective**

Tout retard par rapport à la date de maintenance conditionnelle ou corrective définie ou prévue sur un planning peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par journée calendaire de retard de **100 € (cent euros)**.

**Pénalités pour non-respect du délai d'intervention d'astreinte, tel que défini à l'article 10.1.4.2 du présent document ;**

Tout retard pour non-respect du délai d'intervention d'astreinte peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par heure dépassée de défaut de prestation de **150€ (cent cinquante euros)**.

**Pénalités pour non-respect du délai d'intervention de dépannage tel que défini à l'article 10.1.2.1 du présent document ;**

Tout retard pour non-respect du délai d'intervention de dépannage peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par heure dépassée de défaut de prestation de **150€ (cent cinquante euros)**.

**Pénalités pour non-respect de la durée de dépannage tel que défini à l'article 10.1.2.2 du présent document ;**

Tout retard pour non-respect de la durée de dépannage peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par heure dépassée de défaut de prestation de **150€ (cent cinquante euros)**.

**Pénalités pour retard ou interruption des prestations tels que défini à l'article 7.1 du CCTP**

Tout retard ou interruption peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire de **100€ (cent euros)** par heure de non fonctionnement.

**Pénalités pour retard d'intervention dans le cadre de prestation hors forfait**

Tout retard pour un report d'intervention d'une opération de maintenance conditionnelle et de maintenance corrective peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par journée calendaire de retard de **100€ (cent euros)**.

**Pénalités pour retard d'intervention dans le cadre de prestations hors forfait dont l'achèvement des prestations entraîne l'arrêt d'un équipement et entrave les missions dévolues à l'établissement hospitalier**

Tout retard pour une intervention dans le cadre de prestations hors forfait, dont l'achèvement des prestations entraîne l'arrêt d'un équipement et entrave les missions dévolues à l'établissement hospitalier peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par journée calendaire de retard de **200€ (cent euros)**.

**Pénalités pour retard de devis de prestations dans le cadre de prestations hors forfait**

Tout retard pour un devis dont le montant est inférieur ou égal à 5000€ HT parvenu après 4 jours suivant la date de demande de prix peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire par journée calendaire de **250€ (deux cent cinquante euros)**.

**Fourniture de chaleur ou de froid insuffisante ou excessive tel que défini à l'article 7.2.1 du C.C.T.P.**

Pénalité forfaitaire par jour calendaire de **200€ (deux cents euros)**.

**Fourniture d'eau chaude sanitaire insuffisante ou excessive tel que défini à l'article 7.2.2 du C.C.T.P.**

Pénalité forfaitaire par jour calendaire de **200€ (deux cents euros)**.

**Marchandises détruites suite à la panne d'une chambre froide**

Il sera appliqué une pénalité équivalente à la valeur de la marchandise.

---

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	31/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

#### Location d'un camion frigorifique suite à la panne d'une chambre froide

Le coût de la location du camion frigorifique sera répercuté au Titulaire.

#### Pénalités pour non remise d'un compte rendu d'intervention

Tout retard pour non remise d'un compte rendu d'intervention dans un délai de plus de 12 heures peut faire l'objet d'une pénalité pour défaut de prestation de **25€ (vingt-cinq euros)** par heure, suivant la demande.

#### Pénalités pour non réponse à une fiche de non-conformité

Tout retard pour non réponse à une fiche de non-conformité dans un délai de 15 jours peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire de **75€ (soixante-quinze euros)** par jour calendaire de retard

#### Pénalités pour non remise à jour du cahier de chaufferie

Tout retard pour non remise du cahier de chaufferie peut faire l'objet d'une pénalité pour défaut de présentation de **100€ (cent euros)** par mois de retard.

#### Pénalités pour non remise d'un rapport mensuel de maintenance

Tout retard de plus de 8 jours calendaires pour non remise d'un rapport mensuel de maintenance peut faire l'objet d'une pénalité pour défaut de présentation de **75€ (soixante-quinze euros)**.

#### Pénalités pour retard dans la remise de BSD de déchets

Au-delà de 30 jours ouvrés, tout retard dans la remise de BSD de déchets, peut faire l'objet d'une pénalité pour défaut de présentation de **10€ (dix euros)** par jour calendaire.

#### Pénalités pour absence ou retard à toute convocation

Au-delà de 30 minutes pour un retard, celui-ci peut faire l'objet d'une pénalité par infraction de **75€ (soixante-quinze euros)**.

#### Pénalités pour dépôt de matériaux dangereux et matériels en dehors des zones prescrites

Après constat de dépôt de matériaux dangereux et matériels en dehors des zones prescrites, celui-ci peut faire l'objet d'une pénalité par jour calendaire et par infraction de **100€ (cent euros)**.

#### Pénalités pour retard dans la fourniture de documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

Après constat du retard dans la fourniture de documents relatifs à l'hygiène et la sécurité, celui-ci peut faire l'objet d'une pénalité de **150€ (cents cinquante euros)** par jour calendaire.

#### Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité

Après constat du non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité, ceux-ci peuvent faire l'objet d'une pénalité de **150€ (cents cinquante euros)** par jour calendaire.

#### Pénalités pour non-respect des mesures barrières et co-activités exigés par la COVID-19

Le montant de la pénalité est égal à **1 500 euros (mille cinq cent euros)**.

#### Pénalités pour perte, dégradation volontaire ou par négligence, non restitution de clés, de badge, autorisation d'accès matériel de matériel, d'équipement

Le montant de la pénalité est égal à **500 € (cinq cents euros)** par clé, badge, autorisation d'accès, matériel, équipement, etc...

#### Pénalités pour non-présentation d'un document à la demande du Maître d'Ouvrage ou son représentant (Carte professionnelle, habilitation électrique, etc.).

Le montant de la pénalité est égal à **500 € (cinq cents euros)** par intervenant et par jour.

---

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2601/ MAPA / JANVIER 2026	32/34
CCAP	Marché Public de Services / Contrat de maintenance CVCD	

### **Pénalités pour défaut d'agrément d'un sous-traitant**

Pour tout personnel d'un sous-traitant non agréé présent sur site : le montant de la pénalité attribué au Titulaire est égal à **2 000€ (deux mille euros) par personne présente sur site du sous-traitant non agréé.**

## **Article 11 – RESILIATION**

### **11.1 - Causes majeures**

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G./F.C.S., le présent marché pourra être résilié dans les cas suivants :

- En cas de prestations non conformes répétées et quarante-huit (48) heures à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure, restée sans effet.
- Si le Titulaire ne remplit son obligation de communication des documents contractuels, cette carence pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure.

La résiliation est motivée et adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence.

L'HOPITAL MARIN se réserve le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée des matériels, équipements, installations non entretenues ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

### **11.2 - Résiliation du marché par l'HOPITAL MARIN sans faute du Titulaire**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, l'indemnité de résiliation est fixée à un (1) pour cent du montant forfaitaire initial du marché diminué du montant non révisé des prestations admises.

### **11.3 - Résiliation du marché à la demande du Titulaire**

Si le Titulaire ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec le Directeur des Travaux et des Services Techniques ou son représentant toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de l'équipement concerné et organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le Titulaire peut demander la résiliation du marché.

**Toute résiliation prendra effet à la fin du délai nécessaire à l'approbation d'un nouveau marché sans que ce délai puisse excéder 180 jours, le règlement s'effectuant aux conditions du marché.**

Aucun dédommagement financier ne peut être demandé par le Titulaire demandeur de la résiliation.

## **ARTICLE 12 - LITIGES**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'HOPITAL MARIN AP-HP et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Le Tribunal Administratif de Pau est le seul compétent en cas de litige (Tribunal Administratif de Pau – 50 cours Lyautey – 64000 PAU).

## ARTICLE 13 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	Objet
4.1	4.1	Pièces contractuelles – ordre de priorité
10.2	14.1	Pénalités pour retard
10.2	14.1.3	Pénalités pour retard
11.1	41.1	Résiliation pour faute du Titulaire
11.3	42	Résiliation pour motif d'intérêt général